CGEPS

Center for Gender, Peace and Security

Récépissé de Déclaration d'Association No 00001845 du 07/11/ 2022

RAPPORT DU COLLOQUE

Colloque international sous le thème: *Genre, Paix et Sécurité: quels enjeux pour quelles perspectives?*

Yaoundé, du 07 au 08 mai 2025

Site web:www.cgeps.org Courriel:cgeps.info@gmail.com

Tél: (+237) 677740898 (+237) 698 18 26 13

sommaire

INTRODUCTION 1

DÉROULEMENT DES TRAVAUX 2

Cérémonie protocolaire d'ouverture 2

Panels et thématiques 2

Panel 1: Historique, fondements et dynamiquedu cadre juridico-normatif de l'approche genre dansles initiatives de paix et de sécurité 2

Panel 2: La problématique de l'approche genre en Afrique et sa prise en compte dans les initiatives de paix 3

Panel 3 : Femme, prévention, médiation, gestion des conflits,reconstruction post-conflit et consolidation de la paix en Afrique 3

Panel 4 : Femmes et figures de femmes dans les initiatives de paix et de sécurité 4

Panel 5 : Femmes, prévention, médiation, gestion des conflits, reconstruction post-conflit et consolidation de la paix en Afrique 4

Panel 6 : La problématique de l'implémentation de la Résolution 1325 et des résolutions connexes : contraintes, limites et perspectives 5

Temps de pauses 5

Constats et recommandations 6

Constats 6

RECOMMANDATION 6

CONCLUSION 7

Version écrite de l'intervention (par visio-conférence) de Mme Najla Nassif PALMA, Défenseure des droits des victimes pour les Nations Unies - New York 8

L'évènement en images 10

Remerciements 14

RAPPORT GÉNÉRAL DU COLLOQUE

INTRODUCTION

Dans un contexte mondial où les enjeux de paix et de sécurité s'entrelacent étroitement avec les défis de l'égalité des genres, le Centre pour le Genre, la Paix et la Sécurité (CGEPS) a organisé un colloque international sur le thème « **Genre, paix et sécurité en Afrique : quels enjeux pour quelles perspectives ?** ». Cette rencontre, soutenue par ONUFEMMES Cameroun et le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille (MINFROFF), a réuni chercheurs (es), praticiens (nes), étudiants (es) et autres, autour d'une ambition commune : penser et renforcer le rôle des femmes dans la construction d'une paix durable.

Présidée par Madame la Ministre de la promotion de la femme et de la famille, le Professeur Marie Thérèse ABENA ONDOA, la cérémonie protocolaire d'ouverture a donné le ton d'un évènement riche en débats, en partage d'expériences et en engagements concrets.

DÉROULEMENT DES TRAVAUX

A) Cérémonie protocolaire d'ouverture

La matinée du 07 mai 2025 a été marquée par une atmosphère solennelle et conviviale. Après l'accueil des participants, la cérémonie protocolaire d'ouverture a débuté par des mots d'accueil du Directeur de l'Institut des Relations Internationales du Cameroun, représenté par le Dr Julien Fils EKOTO EKOTO, par ailleurs Intendant de ladite institution ; suivi de la présentation du CGEPS et du colloque par le Pr Éric Wilson FOFACK, Directeur exécutif du CGEPS. Il a rappelé les enjeux du colloque et la nécessité d'inscrire durablement l'approche genre dans les processus de paix.

Les interventions de M. Gabriel TCHOKOMAKOUA, représentant la Représentante résidente de ONUFEMMES au Cameroun ; du Pr Jean Paul MBIA, représentant le Ministre de l'Enseignement supérieur, Chancelier des ordres académiques et de Mme la Ministre le Pr Marie Thérèse ABENA ONDOA, Ministre de la Promotion de la Femme et de la Famille ont toutes, souligné l'importance du thème et la pertinence de l'initiative. Le moment fort de cette matinée a été la leçon inaugurale délivrée par le Professeur Virginie WANYAKA BONGUEN O., qui a su captiver l'auditoire en centrant son propos sur le thème *« La femme camerounaise dans les forces de défense et de sécurité : atout ou problème de sécurité ? ».*

A la suite de la leçon inaugurale, le colloque a été officiellement ouvert par Mme la Ministre, le Pr Marie Thérèse ABENA ONDOA, Ministre de la Promotion de la Femme et de la Famille, marquant ainsi la fin de la cérémonie protocolaire d'ouverture, immortalisée par une Photo de famille.

B) Panels et thématiques

Le colloque s'est articulé autour de six panels, chacun apportant son lot de réflexions et d'enseignements.

Panel 1: Historique, fondements et dynamique du cadre juridico-normatif de l'approche genre dans les initiatives de paix et de sécurité

Constitué de 06 communications, ce panel a préalablement posé le problème de la perception du genre et de sa dynamique sur le plan juridique et normatif en Afrique et au Cameroun.
Au-delà, les communications ont convergé vers un même fil conducteur : la reconnaissance de l'engagement multiforme des femmes africaines dans la construction de la paix et la sécurité. Qu'il s'agisse des déplacées soudanaises mobilisant des formes d'agency discrètes dans les camps de réfugiés, des sociétés anciennes valorisant la répartition genrée des rôles comme vecteur de stabilité, ou encore les écrivaines africaines dénonçant les violences par la littérature, toutes témoignent d'une présence active, souvent en marge des institutions officielles. À travers des moyens politiques, symboliques, culturels et patrimoniaux, ces femmes investissent l'espace social pour revendiquer leur place, prévenir les conflits et bâtir des sociétés plus justes, révélant ainsi des formes de légitimité et de pouvoir invisibilisées, mais fondamentales.

Panel 2: La problématique de l'approche genre en Afrique et sa prise en compte dans les initiatives de paix

Cette série d'interventions (06 au total) a mis en lumière les résistances persistantes à l'application effective de l'approche genre en Afrique, malgré l'existence de cadres normatifs internationaux et régionaux (Résolution 1325, CEDEF, Agenda 2063). Elle a révélé une fracture profonde entre les principes affichés et les réalités vécues par les femmes, qui demeurent largement exclues des sphères décisionnelles et des processus de paix. Cette marginalisation est également manifeste dans l'accès à la propriété foncière, comme l'illustre le cas du Cameroun, où les normes coutumières, les rapports sociaux de sexe et les contraintes économiques limitent considérablement les droits fonciers des femmes, malgré leur rôle central dans la production agricole. Dans un autre registre, la crise anglophone qui secoue la région du Nord-ouest et du Sud-ouest du Cameroun depuis 2016 met en évidence une autre facette des inégalités de genres en contexte conflictuel : les femmes y apparaissent à la fois comme enjeux, instruments et actrices. Bien qu'elles soient souvent considérées comme de simples victimes, elles participent activement, quoique de manière souvent invisible, aux dynamiques de crise et aux initiatives de paix. Cet ensemble d'analyses, nourri par des approches pluridisciplinaires et des enquêtes de terrain, souligne que les femmes sont confrontées à de fortes résistances structurelles et en réaction, développent des stratégies de résilience et d'engagement qui en font des actrices majeures du changement. L'enjeu est désormais de dépasser l'instrumentalisation du genre pour promouvoir une transformation profonde des rapports de pouvoir, notamment à travers une reconnaissance pleine et entière des droits, rôles et contributions des femmes dans les sociétés africaines contemporaines.

Panel 3 : Femme, prévention, médiation, gestion des conflits, reconstruction post-conflit et consolidation de la paix en Afrique

Les 05 interventions constituant ce panel ont offert une réflexion sur l'engagement des femmes dans les dynamiques de paix et de sécurité, en croisant trois niveaux d'analyse :

- Au plan épistémologique : le panel a mis en lumière une rationalité politique relationnelle propre aux sociétés africaines, portée historiquement par des femmes médiatrices, diplomates coutumières et militantes. Ce care politique africain (distinct des théories occidentales) manifeste une continuité entre les sphères domestiques et publiques, et fonde une légitimité alternative dans la gestion communautaire des conflits.

- À l'échelle locale, l'étude du camp des réfugiés de Minawao au Cameroun a illustré une mise en œuvre concrète de la rationalité et de l'engagement féminin. Dans cet espace de crise marqué par le traumatisme du déplacement et la précarité, les femmes réfugiées ne se contentent pas de survivre : elles structurent la vie collective, assurent la médiation entre les communautés, forment des réseaux de solidarité et participent activement à la gouvernance du camp. Leur action démontre l'efficacité d'un leadership féminin fondé sur l'inclusion, l'écoute et la reconstruction du lien social.

- Sur le plan institutionnel et continental, l'approche communicationnelle de ce panel a questionné la permanence d'un ordre patriarcal à la tête des grandes instances africaines, comme l'Union africaine. Il en ressort que malgré l'aggravation de la situation sécuritaire sur le continent, les femmes restent largement absentes des postes de décision stratégique.

Cette marginalisation est non seulement injuste, mais inefficace. Face aux blocages persistants des élites masculines et à l'échec des réponses sécuritaires classiques, la féminisation du leadership devient un impératif politique. Elle ne constitue pas une option symbolique, mais une réelle opportunité de transformation structurelle, conforme à la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Panel 4 : Femmes et figures de femmes dans les initiatives de paix et de sécurité

En mobilisant 05 intervenants, ce panel a exploré le rôle essentiel, mais trop souvent marginalisé, des femmes africaines dans la promotion de la paix, de la sécurité et de la reconstruction post-conflit sur le continent. À travers des figures de proue comme Wangari Muta Maathai et Ellen Johnson Sirleaf, le panel a mis en lumière un leadership féminin capable d'articuler écologie, démocratie, justice sociale et stabilité politique. Leur parcours montre que la prise en compte de la dimension genre est un levier incontournable pour une gouvernance inclusive et durable en Afrique. Sur le terrain, les femmes de la péninsule de Bakassi, dans un contexte de recomposition post-conflit, ont mobilisé les ressources communautaires pour la paix, la réconciliation, l'autonomisation économique et la revitalisation culturelle. Il a par ailleurs été démontré à titre illustratif que dans les camps de regroupement en pays bamiléké, pendant la guerre de l'indépendance, les femmes ont joué un rôle stratégique dans le maintien de la vie sociale, la solidarité, la survie et parfois la résistance face à la répression coloniale.

Au-delà, ce panel a révélé un fil conducteur fort : les femmes africaines, par leurs actions souvent invisibles ou peu valorisées, construisent les bases d'une paix durable, d'une résilience communautaire et d'un développement équitable. Il s'agit d'un plaidoyer pour la reconnaissance effective de leur rôle dans les instances décisionnelles, notamment au sein de l'Union Africaine, où la féminisation des organes de gouvernance apparaît comme une réponse innovante aux limites de l'actuel pilotage masculin face aux défis sécuritaires et politiques du continent.

La vision proposée par ce panel plaide pour une redéfinition des modes de gouvernance de la paix en Afrique. Elle appelle à une reconnaissance pleine et entière des savoirs, des pratiques et des compétences portées par les femmes, depuis les camps de réfugiés jusqu'aux plus hautes sphères décisionnelles. Revaloriser ces formes de leadership c'est non seulement réparer une injustice historique, mais surtout mobiliser des ressources essentielles pour la paix, la sécurité et le développement durable.

Panel 5 : Femmes, prévention, médiation, gestion des conflits, reconstruction post-conflit et consolidation de la paix en Afrique

Les 06 intervenants de ce panel ont exploré les rôles multiples des femmes dans les contextes de conflit, de sécurité et de reconstruction en Afrique, à travers des études des cas issus du Cameroun et d'autres pays africains. Les différentes interventions ont mis en lumière la manière dont les femmes, souvent perçues comme vulnérables, se révèlent des actrices essentielles de paix, de résilience et d'innovation sociale.

Des camps de regroupement pendant la guerre d'indépendance à la reconstruction post conflit dans la péninsule de Bakassi, les femmes ont su transformer leur marginalité en force collective. La participation féminine aux processus de paix, bien que limitée dans le cas de la crise anglophone, interroge l'effectivité de la mise en œuvre de la résolution 1325 et de l'agenda « Femmes, paix et sécurité ».

Dans les zones affectées par le terrorisme, notamment à l'Extrême-Nord, les femmes s'imposent comme des piliers de sécurité communautaire. Leur implication dans le renseignement à travers la figure des « Hirondelles », révèle une facette méconnue, mais stratégique de la présence féminine dans les dispositifs de sécurité. À travers ces contributions, le panel a interrogé les rapports de genre dans les mécanismes de gestion de crise et appelle à une meilleure reconnaissance institutionnelle de l'action féminine dans les dynamiques de paix et de sécurité en Afrique. A titre illustratif, le parcours de Jeanne Danielle Nlate, figure de la société civile engagée pour la paix et l'intégration régionale, incarne un leadership féminin transnational.

Panel 6 : La problématique de l'implémentation de la Résolution 1325 et des résolutions connexes : contraintes, limites et perspectives

Les communications (06) de ce panel ont mis en lumière l'importance croissante des femmes dans les initiatives de paix et de sécurité, notamment en Afrique, un continent souvent marqué par des conflits violents. Si, traditionnellement, les femmes ont été perçues comme des victimes dans ces contextes, elles sont de plus en plus reconnues comme actrices essentielles dans la prévention des conflits et la reconstruction post-conflit. L'adoption de la Résolution 1325 des Nations Unies en 2000 et des Résolutions connexes a marqué un tournant, en insistant sur l'inclusion des femmes dans les processus de paix. Cependant, malgré les instruments juridiques existants, leur participation reste limitée en raison de contextes socio-culturels souvent peu réceptifs à l'égalité des genres.

Les débats ont également révélé que, bien que les femmes soient toujours sous-représentées dans les sphères décisionnelles liées à la sécurité et à la paix, leur engagement est particulièrement visible à travers les initiatives de médiation et de prévention des conflits, comme le montre l'intégration du genre dans l'Architecture de paix et de sécurité de l'Union Africaine (UA), notamment avec des initiatives comme celle de FemWise-Africa. Ce réseau de femmes africaines s'inscrit dans une démarche de prévention des conflits et de promotion de la paix à travers une approche participative, où les femmes ont un rôle fondamental à jouer.

En parallèle, une autre facette de l'engagement des femmes dans la construction de la paix émerge à travers les technologies numériques. Ces « héroïnes numériques » telles que Juliana Rotich ou Mariéme Jamme, utilisent les outils technologiques pour renforcer la résilience des communautés, favoriser le dialogue et lutter contre les inégalités, notamment celles de genre. Ces initiatives montrent que les femmes peuvent transformer les technologies en leviers puissants pour la cohésion sociale et la paix durable, en particulier en Afrique où l'accès à la technologie et l'inclusion des femmes sont les enjeux cruciaux.

Ainsi, ces communications soulignent l'importance de reconnaître et de soutenir les femmes comme des actrices incontournables dans la résolution des conflits et la promotion de la paix. Elles plaident pour une approche inclusive et de genre dans les politiques de sécurité, tout en insistant sur l'importance d'adapter les résolutions internationales aux réalités locales et de favoriser l'innovation technologique portée par les femmes pour un avenir pacifique et plus égalitaire.

Il est utile de rappeler que les communications dans les panels étaient suivies d'échanges nourris entre les intervenants (es) et le public, témoignant ainsi l'intérêt et la pertinence des thèmes abordés.

Au terme de deux journées de réflexion, les débats se sont refermés sur l'intervention (par visio conférence depuis le cabinet de Monsieur le Secrétaire général de l'ONU à New York, *Office of the Victims' Rights Advocate)* de Mme Najla Nassif PALMA, Défenseure des droits des victimes pour les Nations Unies. Cette dernière, tout en encourageant l'initiative portée par le CGEPS, a rappelé le lien étroit entre la paix, la sécurité et l'égalité des genres en Afrique. Dans son intervention, elle a également insisté sur la nécessité de prendre en compte une approche des conflits centrée sur les droits des victimes. Bien plus, elle a souligné l'engagement des Nations Unies à accompagner les initiatives en faveur des victimes d'exploitation ou d'abus sexuels lors des conflits, par le personnel des Nations Unies.

C) Temps de pauses

Les moments des pauses-café et des déjeuners ont été des occasions d'échanges plus informels entre participants (es), échqnges propices au partage d'expériences et à l'élargissement des réseaux professionnels.

CONSTATS ET RECOMMANDATIONS

A) Constats

De l'ensemble des panels présentés, plusieurs constats se dégagent :

1. La marginalisation persistante des femmes dans les processus de paix formels : malgré la reconnaissance internationale de leur rôle, notamment à travers la résolution 1325 et les résolutions connexes, les femmes restent sous-représentées dans les négociations de paix, les organes décisionnels et les structures de sécurité, tant au niveau mondial qu'africain.

2. Une montée en puissance des femmes comme actrices de paix: en dépit des obstacles, les femmes s'imposent progressivement comme médiatrices, militantes, innovatrices et constructrices de paix. Elles investissent de plus en plus les espaces de dialogue, de prévention des conflits et de résilience communautaire.

3. L'importance des mécanismes africains d'intégration du genre dans la paix et la sécurité : l'Union africaine, à travers l'APSA et des organes comme FemWise-Africa, tente de traduire les engagements internationaux en actions concrètes à l'échelle continentale, même si des défis de mise en œuvre et de coordination subsistent.

4. L'innovation technologique comme nouvel espace d'expression de leadership féminin : les femmes africaines investissent le champ du numérique pour développer des solutions technologiques au service de la paix, de la cohésion sociale et de la réduction des inégalités, élargissant ainsi les formes d'engagement en faveur de la paix.

5. Une dynamique de transformation sociale et culturelle en cours : le rôle accru des femmes dans la paix s'accompagne d'un changement progressif des mentalités sur leur place dans la société, même si les résistances patriarcales et les discriminations demeurent un frein.

Ces constats appellent à renforcer l'inclusion des femmes dans les stratégies de gouvernance sécuritaire, à valoriser leurs initiatives locales et technologiques, et à institutionnaliser durablement leur participation dans la prévention et à la résolution des conflits. Des constats ci-dessus énoncés, il se dégage quelques recommandations :

B) RECOMMANDATIONS

1. Renforcer la participation effective des femmes dans les processus de paix.

2. Institutionnaliser l'approche genre dans les politiques sécuritaires africaines.

3. Valoriser les innovations/initiatives portées par les femmes.

4. Valoriser les pratiques locales de résolution des conflits.

5. Sensibiliser les communautés sur le rôle des femmes dans la paix.

6. Lutter contre les stéréotypes de genres et les violences faites aux femmes en temps de conflit.

7. Créer des espaces de dialogue pour les femmes.

8. Renforcer la documentation, la recherche, la formation et le plaidoyer sur le triptyque femme-paix et sécurité.

CONCLUSION

Ce colloque étalé sur 02 jours (du 07-08 mai 2025) a montré que les femmes ne sont pas seulement des victimes de conflit, elles sont également des actrices essentielles de paix. Les échanges ont permis de faire émerger des pistes de réflexion, voire des propositions concrètes et de réaffirmer l'importance d'une approche inclusive pour construire des sociétés plus justes et durables. Le CGEPS, avec ses partenaires, s'engage à poursuivre ce travail de réflexion, de plaidoyer, de formation et d'action, afin que demain, les initiatives pour la paix portent pleinement l'empreinte féminine.

Le 24 mai 2025

Dr Ludvine Nadège TEDONGMO
Rapporteur Général

Pr Eric Wilson FOFACK
Directeur exécutif du CGEPS

Version écrite de l'intervention *(par visio-conférence)* de Mme Najla Nassif PALMA, Défenseure des droits des victimes pour les Nations Unies - New York

Excellences, Distingués invités, Mesdames et Messieurs

C'est avec un grand honneur que je prends la parole aujourd'hui à la clôture de ce colloque international organisé par le Centre pour le Genre, la Paix et la Sécurité (CGEPS).

Bien que je n'aie pas eu l'opportunité de participer aux débats précédents, je suis consciente de l'importance et de la richesse des échanges qui ont eu lieu. Ce colloque a permis d'aborder des thématiques essentielles liées à l'agenda "Paix, Femmes et Sécurité" en Afrique et de mettre en lumière les avancées réalisées ainsi que les défis qui demeurent.

Je tiens à souligner le rôle du Cameroun en tant que contributeur significatif de troupes et de policiers aux mission de de maintien de la paix, et je salue son engagement en faveur de la paix et de la stabilité.

Alors que la grande majorité des troupes, policiers et du personnel des Nations Unies servent avec fierté, dignité et respect les personnes qu'ils assistent, les missions de maintien de la paix continuent de faire face aux défis de l'exploitation et des abus sexuels.

Bien que des avancées aient été réalisées, des défis importants persistent pour appliquer la politique de "tolérance zéro" de l'ONU et renforcer les droits des victimes.

En tant que Défenseuse des droits des victimes d'exploitation et d'abus sexuels commis par le personnel des Nations Unies, mon mandat est d'assurer les droits de ces victimes et de plaider pour qu'elles aient une voix, de l'assistance et un accès à la justice. Je travaille avec les entités des Nations Unies, les États Membres, la société civile et les organisations de défense des droits humains pour construire des réseaux de soutien, garantir la responsabilité des auteurs et l'accès aux recours pour les victimes, ainsi que la reconnaissance de paternité des enfants nés d'exploitation et d'abus sexuels.

Pour faire progresser les droits des victimes, il est essentiel d'adopter une approche centrée sur les victimes qui privilégie l'empathie, la protection et le bien-être. Mon plaidoyer couvre l'ensemble de l'Organisation et se concentre sur le soutien aux communautés touchées par des comportements sur les victimes, renforçant le sentiment d'impunité et décourageant les victimes de réclamer justice.

sexuels répréhensibles de la part du personnel des Nations Unies. La majorité des victimes sont des femmes et des filles issues des populations locales, tandis que les auteurs sont principalement des hommes, y compris des personnels en uniforme, des civils, des internationaux et des nationaux, dans des contextes de maintien de la paix, d'aide humanitaire et de développement.

De nombreuses victimes craignent des représailles et ne bénéficient pas d'une protection adéquate. Les voies de signalement peu claires et le manque d'informations les laissent souvent dans l'ignorance de leurs droits ou des démarches à suivre, ce qui contribue au taux élevé de sous-déclaration.

En matière d'assistance, le sous-financement persistant, les systèmes instables et non coordonnés, ainsi que le manque de services dans les zones à haut risque, font que les victimes ne reçoivent souvent pas l'aide nécessaire. De plus, le processus judiciaire reste lent, complexe et peu centré Pour répondre à ces défis, il est essentiel de renforcer la formation pour mieux comprendre l'impact de l'exploitation et des abus sexuels sur les victimes, intégrer les droits des victimes dans les modules de formation et assurer une approche centrée sur les victimes pour les enquêteurs nationaux. Il est également crucial de mobiliser des ressources durables pour financer l'assistance, en contribuant au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies et aux programmes de lutte contre la violence basée sur le genre.

Nous devons aussi aligner les normes disciplinaires et la législation nationale aux standard internationaux de droit de victimes, employer davantage de femmes comme agentes enquêtrices et renforcer la sensibilisation dans les systèmes judiciaires. Par ailleurs, la collecte d'échantillons d'ADN sur la base d'un accord volontaire préalable est essentielle pour faciliter les démarches de reconnaissance de paternité.

Ce colloque a démontré que la paix, la sécurité et l'égalité de genre en Afrique sont indissociables des efforts pour garantir les droits et la dignité des victimes d'exploitation et d'abus sexuels commis par le personnel des Nations Unies. Mon bureau reste à votre disposition pour soutenir les efforts visant à faire progresser les droits des victimes. Nous disposons aussi d'un site internet dédié et proposons une formation spécifique sur l'approche centrée sur les victimes.

Ensemble, continuons à promouvoir l'égalité des genres, à renforcer la paix en Afrique et à mettre les droits des victimes au cœur de nos actions.

Merci à toutes et à tous.

Najla Nassif Palma

Assistant Secretary-General

Victims' Rights Advocate

M: +1 917 854 0352

Office of the Victims' Rights Advocate (OVRA)

L-0334 | United Nations Secretariat, New York, NY 10017 USA

Follow us online: Victims' Rights Advocate | @UN_OVRA

L'évènement en images

1. La cérémonie protocolaire d'ouverture

2. Les panels et échanges avec l'assistance (public)

CGEPS
Center for Gender, Peace and Security
OUR MISSIONS:
IRIC

CGEPS
Center for Gender, Peace and Security
IRIC

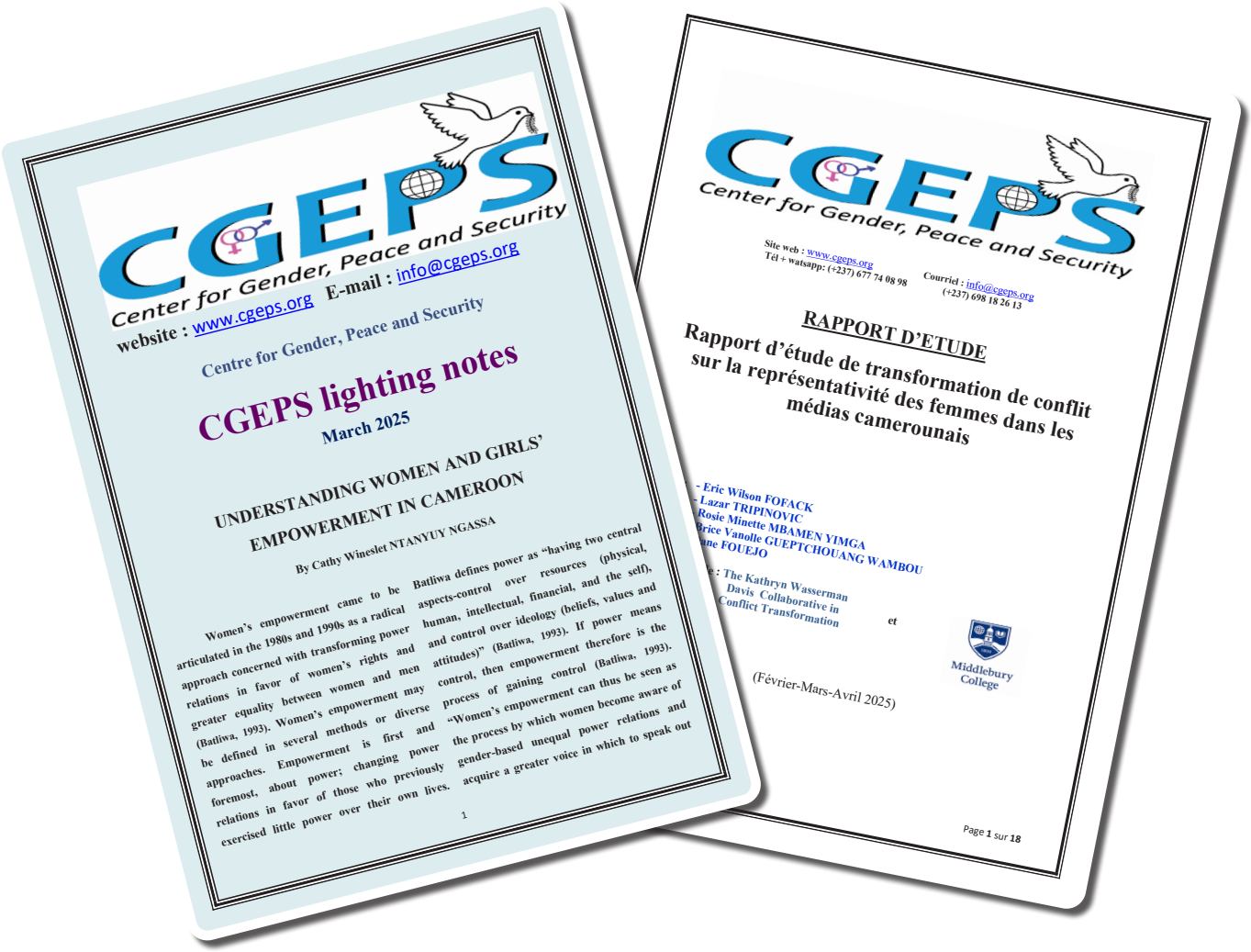
CGEPS

CG
Center for Gend

3. La cérémonie de clôture

4. Remerciements

- Ministère de la promotion de la femme et de la famille (MINPROFF) ;
- Ministère de l'enseignement supérieur ;
- ONUFEMMES Cameroun ;
- Institut des relations internationales du Cameroun ;
- Level-Up Academy ;
- Editions Premières Lignes (EPL) ;
- Les Boissons du Cameroun S.A. ;
- Dr Jeannette Ariane Ngabeu (Howard University-Washington)
- Golden House Télévision ;
- Tous les experts et participants ;
- Toute l'équipe du CGEPS ;
- Tous ceux que nous n'avons pas pu citer nommément, re- cevez notre profonde gratitude car le succès de ce colloque est la conséquence de vos efforts multiples conjugués



Consultez nos Rapports et Notes d'éclairage sur notre site web: www.cgeps.org

The Center for Gender, Peace and Security (CGEPS) is an independent research centre whose main mission is to contribute, through research, study, analysis, documentation and information, to improve the mainstreaming of gender and the contribution of women in global peace and security initiatives in Africa and around the world. It is made up of a team of researchers and experts with diverse and varied skills in the field of peace and security.

******

Le Center for Gender, Peace and Security (CGEPS) est un Centre de recherche indépendant dont la mission principale est de contribuer, à travers les activités de recherche, d'étude, d'analyse, de documentation et d'information, à l'amélioration de la prise en compte de l'approche Genre et de la contribution des femmes dans les initiatives de paix et de sécurité globale en Afrique et dans le monde. Il est constitué d'une équipe de chercheurs et d'experts aux compétences diverses et variées dans le domaine de la paix et de la sécurité.

Yaoundé-Cameroun

Site tweb:www.cgeps.org

Courriel:cgeps.info@gmail.com

Tél: (+237) 677740898 (+237) 698 18 26 13

Mai 2025